
 <p>RESEAU DE SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE CONTRE LA FAMINE DE L'USAID</p> <p>USAID FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS</p> <p><a href="http://www.fews.net">www.fews.net</a></p>	<p>COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL</p>  <p>PERMANENT INTERSTATES COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL</p> <p><a href="http://www.cilssnet.org">www.cilssnet.org</a></p>
--	--

## RAPPORT DE MISSION

### **EVALUATION RAPIDE DE L'ETAT DES CULTURES ET DE LA SITUATION ALIMENTAIRE AU NORD DU NIGERIA**

Du 23 Août au 03 septembre 2005

Par

Salif Sow Représentant Régional FEWS NET/USAID  
Amadou Mactar Konaté Expert en Sécurité Alimentaire CILSS/SE  
Avec la contribution de

Ibrahim Laouali, Chef Unité Marché CILSS/AGRHYMET  
et de Sani L. Addoh Coordinateur du Système d'Information sur le Marché Agricole (SIMA) du Niger

#### **I. RESUME EXECUTIF**

L'insécurité alimentaire vécue au Sahel et au nord du Nigeria courant 2005 résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs conjoncturels et structurels. Les baisses de productions suite à la sécheresse, les niveaux exceptionnels des prix de céréales en Afrique de l'ouest, les mesures inappropriées qui entravent les échanges et l'accroissement de la pauvreté ont contribué à l'exacerbation de cette crise.

Couramment, le Nigeria applique des mesures d'interdiction à l'exportation sur les céréales dans le but de satisfaire une demande de plus en plus croissante de la consommation alimentaire et des besoins des industries. En 2005, malgré ces mesures, les exportations informelles du Nord du Nigeria vers le Sahel en général et le Niger en particulier ont eu lieu, mais sûrement moins que d'habitude. Au delà des baisses de disponibilités céréalières et les entraves, le niveau subitement élevé des prix de céréales au Nigeria (comme partout ailleurs dans la sous région) demeure le principal élément explicatif de la baisse des exportations vers le Sahel. Entre mars et juillet 2005, les prix moyens du mil au nord Nigeria ont atteint et parfois même dépassé ceux du Niger. Au mois de juillet 2005, les prix des céréales au Sahel et au nord Nigeria dépassaient largement les niveaux moyens des cinq dernières années.

Face à cette perte de compétitivité au Niger des céréales d'origine nigériane pendant cette période, il devenait presque impossible à travers la loi du marché, pour les pays du Sahel en général et celui du Niger en particulier, de se ravitailler en mil à partir du nord Nigeria. Selon toute vraisemblance, hormis les petites quantités de mil que les populations ont du échanger entre elles au niveau de la zone frontalière du Niger et du Nigeria, il n'y a pas eu d'exportations significatives de céréales sèches (mil, sorgho, maïs et fonio) du Niger vers le Nigeria. Par contre, près de 11 000 tonnes de riz paddy produit à l'ouest du Niger (région de Tillabéri) a été acheté et exporté au Nigeria via le Bénin. Aussi des mouvements d'exportations et de réexportation de riz marchand importé ont été observés pendant les périodes de récoltes et de soudure.

Sur le plan agricole, l'allure actuelle de la saison 2005/06 présage de bonnes récoltes aussi bien au Sahel qu'au nord du Nigeria malgré les déficits pluviométriques constatés par endroits. Si les pluies restent normales jusqu'en fin septembre et la menace aviaires contenue au sud du Niger et au nord du Nigeria, les productions céréalières dépasseront les niveaux record enregistrés pendant la campagne agricole 2003/04.

Le potentiel de production au nord du Nigeria et son plus gros marché céréalière de l'Afrique de l'Ouest (Dawanu) joueront un rôle prépondérant dans l'approvisionnement du Sahel (Niger, Tchad, nord Cameroun, Mali et Burkina Faso). La prise en compte de la situation agricole et alimentaire du Nigeria et l'évolution de ces marchés céréalières s'avèrent désormais impératives pour une meilleure appréciation des bilans céréalières au Sahel. La fluidification des échanges et la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux tel que prônée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), restent absolument nécessaires. L'appréciation de la situation alimentaire et agricole à travers un dispositif d'alerte rapide sur la sécurité alimentaire, comme il existe au Sahel, s'avère indispensable au Nigeria. La circulation de l'information sur les disponibilités, les échanges et la dynamique des marchés du Nigeria renforcera la compréhension de l'insécurité alimentaire au Sahel et une meilleure planification des réponses en cas de crise.

## II. CONTEXTE

1. Au Sahel, les récoltes globalement moyennes de la campagne agricole 2004/05 étaient dues aux effets combinés de la sécheresse et du criquet qui ont été particulièrement ressentis dans les zones pastorales et agropastorales de certains pays se traduisant par endroits par des déficits locaux souvent prononcés. Les résultats définitifs de la campagne agricole 2004-2005 au Sahel font observer une production agricole de 11.510.800 tonnes, en baisse de 19% par rapport à la production record de 2003/04, mais identique à la moyenne des cinq dernières années. La production céréalière par tête plus explicite accuse une baisse de 8% par rapport à la moyenne des cinq dernières années alors qu'au même moment l'accroissement moyen de la population se chiffrait à 2.5%/ an. Le bilan céréalière régional laisse apparaître un excédent net de 85.800 tonnes, avec toutefois un déficit de 77.100 tonnes pour les céréales sèches. Par pays, les excédents nets ont été relevés en Gambie, au Mali et au Burkina Faso avec respectivement 56.200 tonnes, 422.700 tonnes et 435.000 tonnes. Ailleurs, les déficits céréalières nets sont observés en Guinée Bissau (- 22.100 tonnes), Cap Vert (- 38.700 tonnes), Sénégal (- 158.900 tonnes), Mauritanie (- 166.000 tonnes), Tchad (- 216.900 tonnes) et Niger (- 223.500 tonnes<sup>1</sup>). Avec le plus grand déficit céréalière du Sahel, le Niger dépend largement du nord du Nigeria et dans une moindre mesure du Burkina Faso et du Mali pour satisfaire à travers les importations ces besoins vivriers en pareille circonstance. Au Niger, les céréales contribuent à elles seules entre 57 et 79% à la couverture des besoins énergétiques totaux selon les groupes sociaux alors que les animaux assurent pour près de 13% la couverture des besoins caloriques<sup>2</sup>.

2. Le Nigeria est un large pays avec une superficie d'environ 923,768 kilomètre carré et une population estimée en 2002 à 121 276 000 d'habitants. La succession de plusieurs zones agro-écologiques (de la forêt au sud à la savane au nord) offre une gamme variée de productions agricoles. Le Nigeria produit en moyenne (1999-2003) 16 millions de tonnes de céréales (mil, sorgho, maïs et riz) contre 11.5 millions au Sahel. Le mil et le sorgho sont principalement produits au nord dans les Etats de Sokoto, Kano, Bauchi, Zamfara, Kebbi, Katsina, Adamawa et Borno ; le riz dans l'Etat du Niger et le maïs dans la moitié sud du pays au tour de Kaduna. Contrairement au Sahel, plus des deux tiers de la superficie du Nigeria bénéficient d'un double régime pluvial permettant deux récoltes par an : la grande saison des pluies qui s'étale d'avril à juillet et la petite saison d'août à Décembre.

3. Le nord du Nigeria à travers son potentiel de production et son plus gros marché céréalière de l'Afrique de l'Ouest (Dawanu) joue un rôle prépondérant dans l'approvisionnement du Sahel (Niger, Tchad, nord Cameroun, Mali et Burkina Faso) surtout pendant les périodes de pénuries. En 2001, entre 75 et 80% du mil/sorgho et 20% de maïs importés au Niger provenaient du Nigeria<sup>3</sup>. Il a connu tout comme au Sahel en 2004 une baisse de production la due essentiellement à la sécheresse. Ces baisses de production aussi bien au Sahel qu'au nord du Nigeria ont occasionné par endroits une situation alimentaire difficile exacerbée par des difficultés d'accès à la nourriture suite à une flambée exceptionnelle des prix de céréales en 2005.

4. A partir de mai 2005, quant l'hivernage démarrait d'une façon précoce et se déroulait d'une façon satisfaisante au Sahel jus qu'en août, le Nord du Nigeria, enregistrait en juillet et août des déficits pluviométriques locaux. Au même moment, une menace des oiseaux granivores (quelea quelea) se faisait de plus en plus sentir dans les principales zones de production du mil des Etats de Sokoto et de Jigawa voisins au Niger. Au mois de juillet 2005, les prix des céréales au Sahel et au nord Nigeria dépassaient largement les niveaux moyens des cinq dernières années, limitant ainsi l'accès à la nourriture pour les ménages pauvres dépendant des marchés pour leur ravitaillement.

5. L'analyse des dynamiques actuelles des marchés et les échanges entre le nord du Nigeria et le Sahel et leurs impacts sur l'approvisionnement et les prix permettront de comprendre en partie les causes conjoncturelles de la crise alimentaire qui sévit en 2005 dans les zones pastorales et agropastorales au Sahel en général et au Niger en particulier. Ainsi, à la demande de l'USAID/Abuja, cette mission fût menée conjointement par le Représentant Régional du FEWS NET/USAID et l'expert en Sécurité Alimentaire du CILSS/SE. Concomitamment, le Centre Régional Agrhymet(CILSS) à travers son Unité Marché et le Système d'Information sur les marchés Agricoles (SIMA) du Niger évaluaient le fonctionnement de certains marchés de la sous région dont ceux du nord du Nigeria). Les résultats préliminaires de cette évaluation sont pris en compte dans ce rapport. La mission conjointe FEWS NET/CILSS d'évaluation rapide de la situation alimentaire et agricole au Nord du Nigeria en rapport avec la situation alimentaire du Niger et du Sahel, avait pour objectifs :

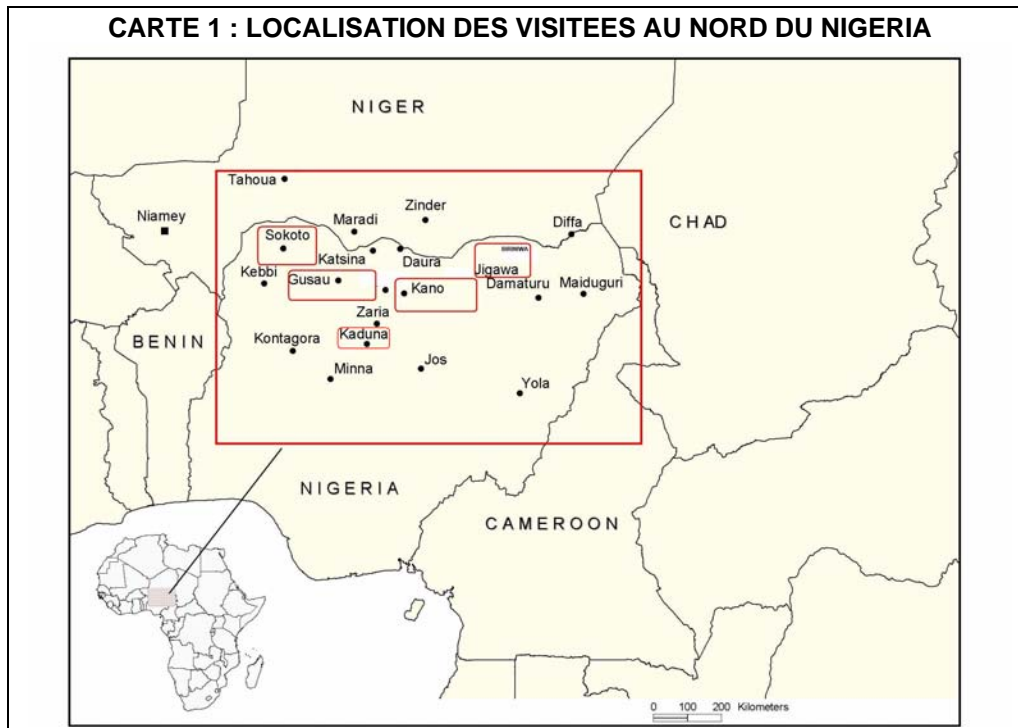
<sup>1</sup> Perspectives agricoles et alimentaires au Sahel CILSS/AGRHYMET/FEWS NET, juin 2005

<sup>2</sup> CILSS/AGRHYMET, réévaluation des normes de consommation au Sahel, document de travail, juillet 2004.

<sup>3</sup> Niger- Analyse des marchés céréalières en 2004-05, PAM/ODD Août 2005.

- ⇒ d'évaluer la situation agricole courante
- ⇒ d'évaluer la situation alimentaire courante
- ⇒ d'évaluer le rôle et l'importance des flux céréaliers entre le nord Nigeria et le Sahel (Niger en particulier) et leur impact sur la situation alimentaire courante au Sahel

Elle s'est déroulée du 18 août au 03 septembre 2005 selon l'itinéraire suivant : Niamey, Birni-Koni, Sokoto, Gusau, Zamfara, Zaria, Kano, Jigawa, Biriniwa, Kaduna, Abuja. Maradi (carte 1).



La mission a systématiquement rencontré dans les Etats visités le Département de l'Agriculture chargés de la Recherche, de la Planification et des Statistiques, de l'Environnement, du Commerce, des Agences de Développement Agricole et procédé par des interviews directes dans les champs et les marchés céréaliers pour collecter le maximum d'informations possibles. Elle a aussi rencontré le Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural, le Bureau Fédéral des statistiques agricoles, le système d'information sur le Marché céréalier et les associations de commerçants céréaliers et transporteurs routiers du marché de Dawanu (Kano), la CEDEAO (Départements Agriculture et Elevage, Commerce et concurrence, Section Douane et Système d'Alerte Précoce et Prévention des Conflits) et l'USAID (liste complète en annexe XX).

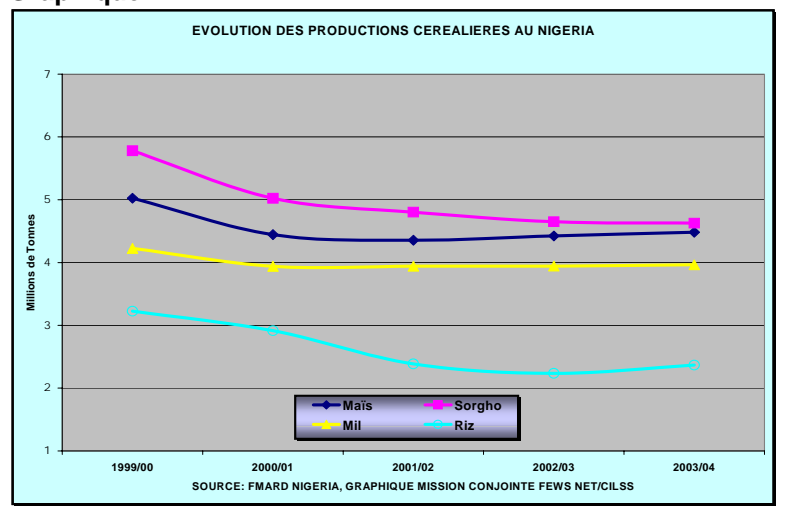
### III. RESULTATS

#### A. SITUATION AGRICOLE AU NORD NIGERIA

1. L'agriculture au Nigeria représente environ 40% du PIB et le pays dispose de 56.5 millions de terres arables dont 3.1 millions en bas fonds inondables. Après les fortes croissances entre 1984 et 1992 (7-8% par an) suite aux politiques d'ajustement structurelles, les productions agricoles ont baissé restant juste légèrement supérieures au taux d'accroissement annuel de la population (2.8%). Entre les années 1995 et 2000, le secteur agricole en général a vécu une crise structurelle profonde: disparition des structures d'encadrement agricoles, absence de crédits de campagne, manque d'intrants (engrais, produits phytosanitaires et semences améliorées) et taux élevé du Naïra à l'échange. Une baisse des rendements et partant de la production céréalière était observée pendant cette période (graphique 1).

Le Nigeria a produit en moyenne pendant la période 1999-2003, 4.5 millions de tonnes de maïs, 5 millions de tonnes de sorgho, 4 millions de tonnes de mil et 2.8 millions de tonnes de riz (tableau 1) ; soit environ 16 millions de tonnes de céréales contre une moyenne pour la même période de 11.5 millions au Sahel.

**Graphique 1**



**Tableau 1 : Nigeria, Productions céréalières brutes**

Produit	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003
Maïs	5 024 520	4 444 550	4 356 700	4 424 280	4 483 400	4 546 200
Sorgho	5 779 070	5 022 790	4 802 080	4 649 110	4 626 520	4 975 600
Mil	4 225 600	3 939 200	3 942 440	3 944 330	3 964 270	4 002 800
Riz	3 225 130	2 915 560	2 386 410	2 236 280	2 367 080	2 825 600

Source: Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural (FMARD), août 2005.

2. Cependant, les réformes entreprises à partir de 2002 -- restructurations et création de structures d'encadrement, octrois de crédits de campagne, organisation des paysans en groupe de producteurs, vulgarisation des semences améliorées, (on verra plus tard les réformes des marchés) -- ont permis selon les différents rapports collectés de relancer la production agricole du pays. La relance de la production agricole ainsi décrétée devrait permettre une croissance de la consommation interne par la transformation locale des céréales et dérivée. Sans chiffres précis, il est aujourd'hui unanimement admis au Nigeria que les industries alimentaires ont connu un plein essor ces dernières années et bénéficient pour se faire d'une protection sans mesure contre les importations. Un programme spécial de production alimentaire en masse (SMFPP) était même lancé dans l'Etat de Kano en janvier 2004

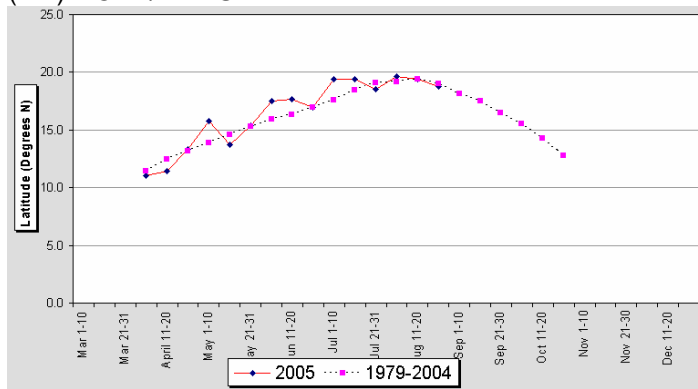
3. C'est dans ce contexte de relance des disponibilités agricoles pour satisfaire une demande intérieure de plus en plus forte, qu'est intervenue une baisse conjoncturelle en 2004/05 de la production céréalière au Nord du Nigeria due essentiellement à la sécheresse (mauvaise répartition des pluies en début de saison et leur arrêt précoce en fin de saison). Les chiffres de production pour 2004/05 ne sont pas encore disponibles, mais les estimations font cas d'une baisse céréalière d'au moins 10%<sup>4</sup> dans le Nord du Nigeria par rapport aux prévisions. Cette baisse tendancielle des productions céréalières depuis 1999 sera plus significative si l'on tient compte de l'accroissement de la population d'au moins de 3.3 millions de personnes par an.

4. Les conditions agroclimatiques de la saison 2005/06 restent jusque là très favorable. Une position plus avancée au nord du Front Intertropical (FIT) pendant presque toute la saison s'est traduite par des conditions pluviométriques nettement bonnes au Sahel et satisfaisantes dans les pays côtiers (graphique 2).

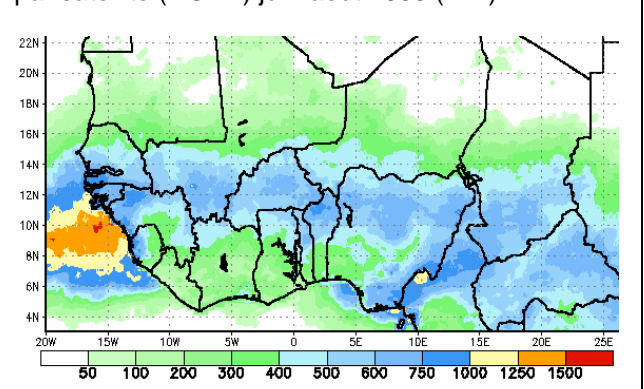
La saison agricole 2005/06 a connu une installation précoce sur l'ensemble des zones agricoles du Sahel et un déroulement jusque là très satisfaisant. Les totaux pluviométriques enregistrés du 1<sup>er</sup> juin au 31 août 2005 atteignaient au Sahel 750 mm (carte 2).

<sup>4</sup> Services Techniques d'encadrement de Sokoto, Kano et Jigawa.

**Graphique 2 : Position moyenne du Front Intertropical (FIT)-NOAA/FEWS NET**



**Carte 2 : Estimation des cumuls pluviométriques par satellite (NOAA) juin-août 2005 (mm)**

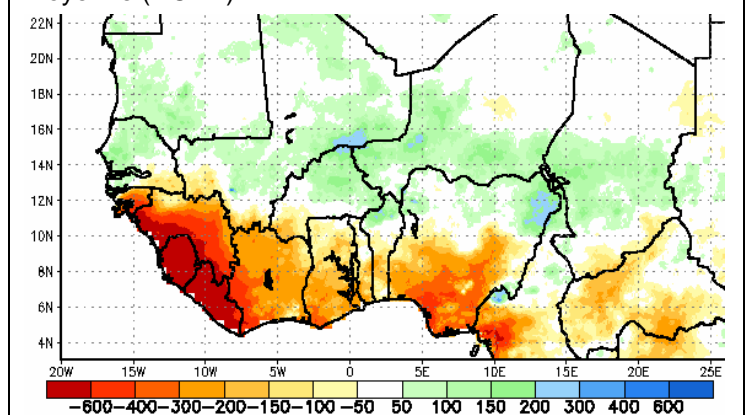


Le mil est à l'épiaison voire maturation. Dans les régions de Maradi et de Dosso au Niger, les premières récoltes sont en cours. Les perspectives de récoltes au Sahel en 2005/06 sont globalement très bonnes. Si les pluies restent normales jusqu'en fin septembre, les productions céréalières dépasseront les niveaux record enregistrés pendant la campagne agricole 2003/04.

5. Au nord du Nigeria, les conditions climatiques bien que moins bonnes qu'au Sahel, ont permis une installation des cultures depuis avril pour la grande saison et août pour la petite saison. Par rapport à la moyenne, les cumuls saisonniers (1<sup>er</sup> juin au 31 août 2005) sont excédentaires sur presque tout le Sahel alors que dans les pays côtiers, principalement dans les parties méridionales on note une situation déficitaire (carte 3).

Ces déficits pluviométriques ont été enregistrés en juin, juillet et début août dans les pays côtiers. Mais, ils n'ont pas finalement eu d'impacts significatifs sur l'évolution normale des cultures car les quantités de pluies enregistrées tant bien qu'inférieures à la normale, étaient très suffisantes pour assurer un développement normal des plantes. Les récoltes des cultures (maïs, mil, sorgho, riz et légumineuses) de la grande saison (avril-août) sont en cours et les cultures de la deuxième saison (août-novembre) sont à la phase levée voire montaison. Dans toutes les zones agricoles visitées au Nord du Nigeria, la mission a pu confirmer les bonnes perspectives de récoltes. De l'avis des paysans et de l'encadrement rural, on évolue tout comme au Sahel, vers une production céréalière record au Nigeria en 2005/06.

**Carte 3 : Cumul des pluies juin-août 2005 par rapport à la moyenne (NOAA)**



## B. SITUATION ALIMENTAIRE COURANTE :

1. Les perspectives alimentaires des populations rurales aussi bien au Sahel qu'au nord du Nigeria restent fortement liées aux productions agricoles. Même si au niveau national, les productions sont estimées moyennes, en l'absence de données au niveau local on admet que les baisses de productions céréalières ont été très accentuées par endroits au Sahel au sortir de la campagne agricole 2004/05. Aussi, moins importantes qu'au Sahel, le nord du Nigeria a également subi cette baisse. Les populations les plus affectées sont les petits agriculteurs, pastoralistes et agropastoralistes vivant de l'agriculture de subsistance et dépendant surtout des marchés pour la couverture des besoins céréaliers.

2. Généralement, la dynamique des prix informe sur l'accessibilité aux céréales des populations à risque à travers les comparaisons entre les saisons (évolution saisonnière) au cours d'une année et celle entre différentes années pour la même période (évolution interannuelle) :

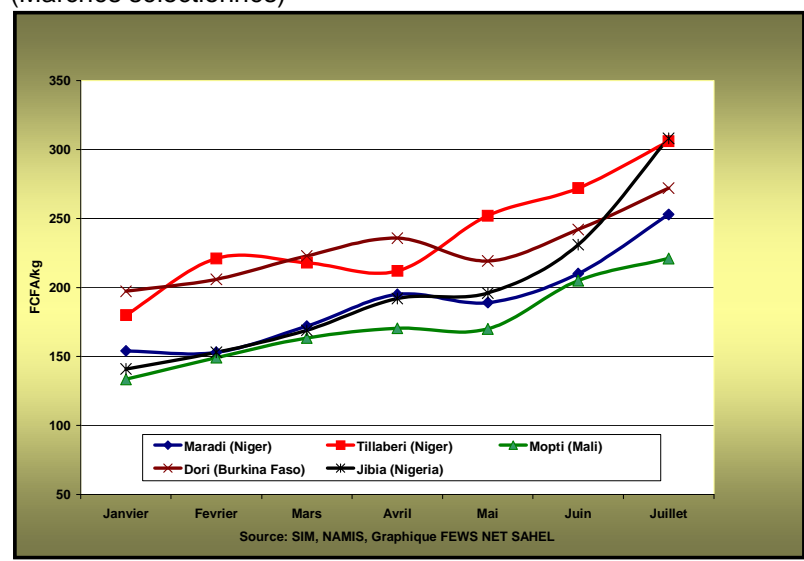
- L'évolution saisonnière est liée au cycle de production. A la récolte, quand l'offre est plus importante que la demande, les prix sont généralement bas (octobre-décembre). Ils amorcent par la suite une hausse régulière au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la récolte pour atteindre leur maximum saisonnier pendant la soudure (juin-août);
- L'évolution inter-annuelle marque généralement la différence d'amplitude des prix pour la même période d'une année à l'autre.

3. Au Sahel, suite aux récoltes record de la saison 2003/04 (32% supérieure à la moyenne), les niveaux des prix sont restés relativement bas pendant une bonne partie de 2004. Cependant, vers la fin de l'année pendant la période des récoltes entre octobre et décembre 2004, s'est enclenché le mouvement de hausse généralisé dans tout le Sahel et s'étendant par la suite aux pays côtiers dont le Nigeria.

4. Dans les zones pastorales du Niger, le prix du sac de 100 Kg de mil est passé en moyenne de 10 000 F CFA en octobre – décembre 2004 à 30 000 F CFA en début du mois de juillet 2005. On avait certes l'habitude d'observer des hausses similaires en 2001, 2002 et/ou 2003 selon les pays, mais les niveaux ont rarement franchi le sommet des 25 000 FCFA. Aussi, une comparaison des niveaux actuels avec les moyennes des cinq dernières années, paraît plus raisonnable et laisse voir des hausses de l'ordre 75-80%<sup>5</sup>. Cette tendance était observée sur la majorité des marchés suivis en Afrique de l'ouest (graphique 3).

En juillet 2005, ces niveaux de prix ont dépassé les niveaux record enregistrés en 2001, 2002 et/ou 2003 selon les pays (graphiques 4, 5, 6, 7).

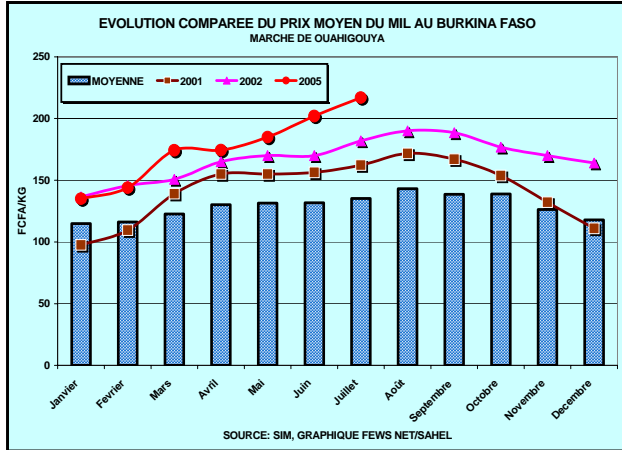
**Graphique 3 : Evolution saisonnière du prix moyen du mil en 2005 (Marchés sélectionnés)**



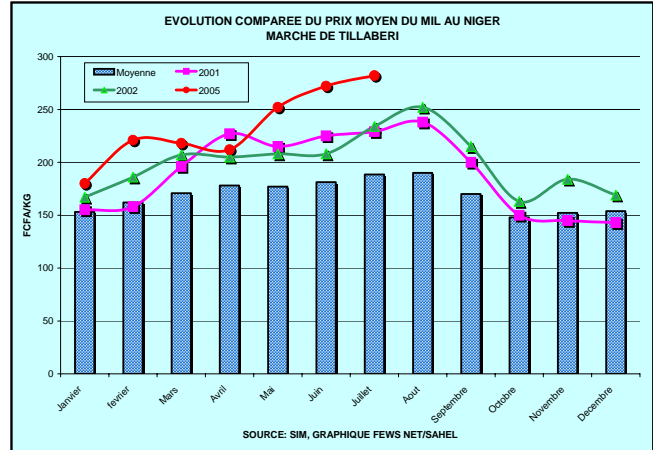
Ces niveaux élevés des prix des denrées alimentaires depuis les récoltes dernières en 2004 ont engendré des difficultés d'accès aux aliments pour les ménages à faibles revenus, les plongeant dans une insécurité alimentaire plus tôt liée au pouvoir d'achat et non au manque total de disponibilités. Le paradoxe réside dans le fait que les marchés sont restés suffisamment approvisionnés jusqu'à l'entrée de la période de soudure.

<sup>5</sup> Niger : comprendre la crise actuelle en se fondant sur des preuves, USAID/FEWS NET Washington, le 28 juillet 2005.

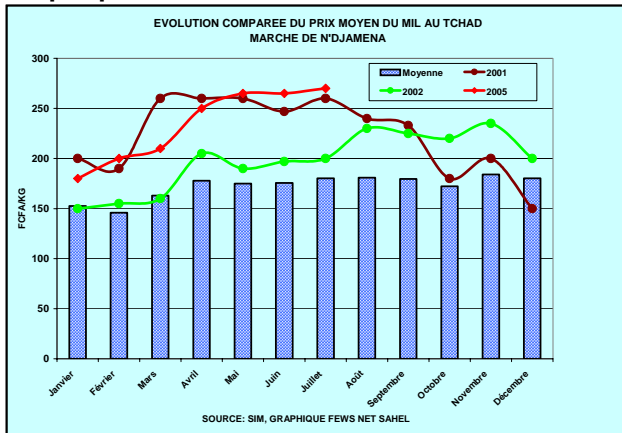
**Graphique 4**



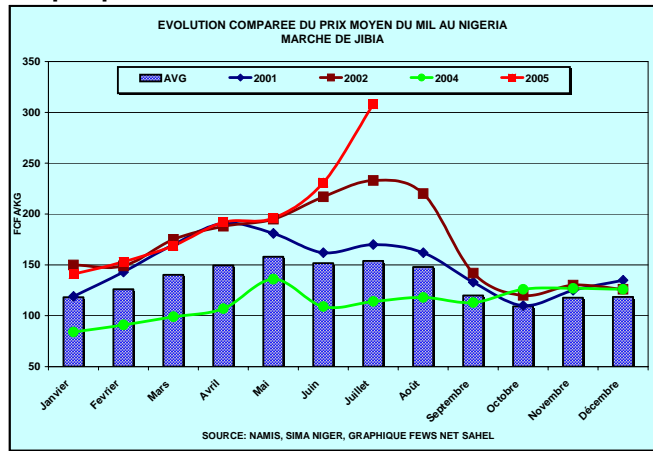
**Graphique 5**



**Graphique 6**



**Graphique 7**



5. Dans les zones pastorales et agropastorales touchées par les déficits fourragers au Sahel, au fur et à mesure qu'on observait une montée rapide des prix de céréales sur les marchés, se dépréciait en même temps la valeur des animaux. Les termes d'échange mil/chèvre ou mil/mouton tournaient drastiquement en défaveur de l'éleveur nomade surtout quand les animaux proposés à la vente étaient fatigués, comme c'est le cas le plus souvent. Là où la vente d'un animal lui procurait en Janvier 2005, 100 kg de mil, il lui fallait en juillet 2005, 3 voire 4 animaux pour avoir la même quantité. Toutefois, exception faite de quelques cas des zones pastorales du Niger, la détérioration des termes de l'échange mil/bétail au détriment de l'éleveur nomade reste beaucoup plus liée à la hausse des prix de céréales qu'à ceux des animaux qui sont demeurés à l'abri des bradages. La transhumance précoce vers les zones les plus clémentes pendant la saison sèche au Sahel était salutaire pour la majorité du cheptel transhumants quant au même moment le cheptel sédentaire enregistrait des pertes très significatives surtout en début d'hivernage.

6. Les prix élevés et les difficultés d'accès qu'ils entraînent rendent beaucoup plus pénible la période de soudure en exacerbant une situation alimentaire traditionnellement difficile pendant cette période. Pour la majorité des ménages pauvres touchés actuellement par l'insécurité alimentaire au Niger et très localement dans certaines régions de la Mauritanie, du Mali, du Tchad, du Burkina Faso et du nord Nigeria et Cameroun, les stratégies d'adaptation se sont concentrées essentiellement sur une consommation plus accrue que d'habitude des feuilles, légumes et fruits naturels et un développement à grande échelle du salariat agricole. La forte décapitalisation subie par ces ménages pour leur survie et les dettes contractées (en nature et en espèce) vont limiter encore pour un certain temps, leurs stratégies de survie, donc leur pouvoir à faire face. Les informations recueillies dans le marché de Kano (Nigeria), font cas de nombreux bras valides nigériens qui ont contracté des dettes lorsqu'ils rentraient de l'exode pour faire face aux besoins de nourriture des familles au Niger pendant la soudure. Dès la

fin de cet hivernage, pendant leur séjour saisonnier au Nigeria, ils travailleront pour rembourser ces dettes. Les revenus issus de cette stratégie ne se rétabliront que plus tard, les années à venir.

7. Au nord du Nigeria, des constats de terrain et quelques rapports des services techniques indiquent que nombreux ménages ne disposant pas de terres arables, vivant en marge des grandes exploitations agricoles et dépendant du salariat agricole éprouvent des difficultés alimentaires suite à la baisse des productions et la hausse exceptionnelle des prix de céréales. La crise du secteur agricole au Nigeria et la baisse des productions qui ont suivi ont entraîné une hausse des niveaux de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans le nord du pays. De 1995 à 2002, le pourcentage des ménages en sécurité alimentaire a baissé progressivement de 60% vers des niveaux très bas de 30% dans l'Etat de Kano<sup>6</sup>. Au Nigeria, l'insécurité alimentaire des ménages est établie depuis des années par l'évidence de l'accroissement des taux de malnutrition des enfants<sup>7</sup>.

8. Si au Sahel, les dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire (SAPs, FEWS NET, PAM, FAO et CILSS) ont posé clairement le diagnostic depuis la réunion de concertations techniques sur les productions et les perspectives alimentaires en novembre 2004 (Banjul), au nord du Nigeria où les populations subissent certainement le même choc lié à l'accès, l'absence de systèmes de collecte et d'analyse des données socio-économiques et nutritionnelles ou l'accès difficile à l'information reste un handicap majeur.

9. A l'instar du Sahel, la situation alimentaire courante au nord du Nigeria s'est nettement améliorée à partir du mois d'août, grâce à l'arrivée sur les marchés des productions de maïs et de tubercules de la grande saison dans les pays côtiers. La bonne allure de la campagne agricole, et la disponibilité croissante des céréales issues des premières récoltes couplée aux bonnes perspectives agricoles et pastorales ont provoqué une amorce des baisses saisonnières des prix de céréales sur les marchés. Entre les niveaux maxima des prix atteints en juillet et ceux du mois d'août, les baisses varient de 5 à 25% selon les marchés du Mali, du Burkina Faso, du Tchad et au Nord Nigeria. Cependant, au Niger sur la majorité des marchés suivis, la hausse s'est poursuivie en août.

### **C. LE COMMERCE CEREALIER ENTRE LE NIGERIA ET LE SAHEL (NIGER) ET LEURS IMPACTS**

1. Traditionnellement et surtout à partir des années 1990, les excédents exportables du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Bénin, du Ghana ravitaillent à travers les premières récoltes, le Sahel en période de soudure et/ou de pénuries alimentaires. Pendant la période de soudure (juin-août) au Sahel, les transactions céréalières tombent à leur plus bas niveaux sur les marchés ruraux quant les paysans, fortement engagés dans les activités agricoles, retiennent les derniers stocks en attendant d'apprécier l'issue de la campagne. L'arrivée sur les marchés en septembre des nouvelles récoltes et la baisse des prix qui s'en suit consacrent la fin de la période de soudure. Les prix des céréales en atteignant leur maximum saisonnier pendant la période de soudure au Sahel, rendent d'avantage difficile l'accès aux céréales pour les ménages les plus vulnérables dépendant des marchés pour leur ravitaillement. Les écarts entre les prix maximum au Sahel et ceux minimum dans les pays côtiers favorisent ces échanges traditionnels. En ce moment précis, les apports en céréales des pays côtiers à travers des importations commerciales classiques deviennent indispensables même pour les pays sahéliens présentant des bilans céréaliers excédentaires (Burkina Faso, Mali et Niger). Le bilan céréalier appliqué au Sahel ne tient pas compte des importations et des exportations entre les pays du Sahel. Leur estimation s'avère donc difficile. On sait par ailleurs qu'il n'existe pas encore un système fiable de mesure de ces flux entre le Sahel et les autres pays de l'Afrique de l'ouest.

2. Officiellement au Nigeria, depuis le début des années quatre vingt dix, les cadres institutionnel et réglementaire de l'ensemble des activités commerciales ont évolué sensiblement. Le renforcement du libéralisme, qui en est le principe fondamental, et la simplification des procédures administratives et réglementaires se sont traduits par la suppression de la quasi totalité des monopoles de commerce, la libéralisation de la commercialisation et des prix des produits agricoles, l'adoption d'une loi sur la concurrence et les prix, la libéralisation du commerce extérieur à travers la suppression des licences et de la plupart des obstacles non tarifaires (prohibition, contingentement) et l'élimination des droits de douanes à l'exportation.

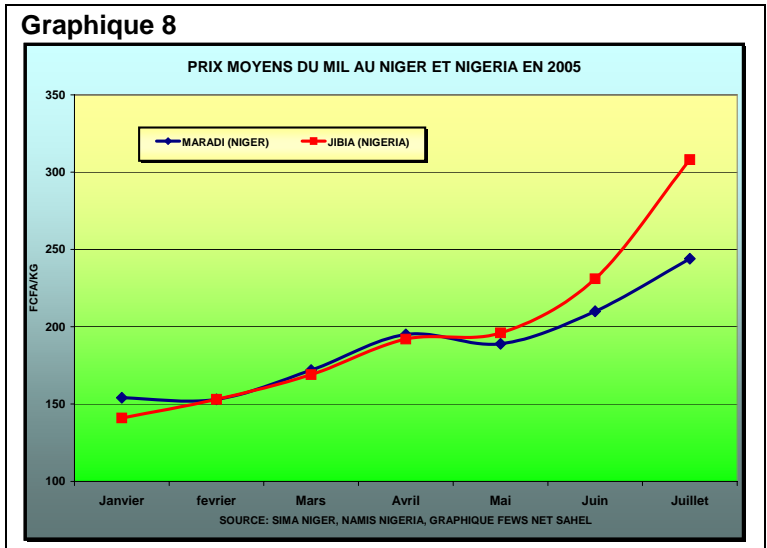
3. Cependant dans les faits et depuis 2002, le Gouvernement Fédéral du Nigeria applique des mesures d'interdiction à l'exportation sur certains nombre de produits comme le sorgho, le maïs, le mil, les racines, les tubercules, l'huile d'arachide et les produits de volailles dans le but de satisfaire une demande croissante de la

<sup>6</sup> Kano State Agricultural and Rural Development Authority (KNARDA), 2004 Annual Progress Report, PMED

<sup>7</sup> USAID, Evaluation de la Sécurité Alimentaire au Nigeria, contrat RAISE, Chemonics Int. 2003.

consommation alimentaire et des besoins des industries. Les multiples barrières sur les axes routiers (une sur chaque 10 kilomètres) ayant pour mission d'assurer la sécurité des hommes et des biens se dressent en obstacle et chaque passage d'un camion nécessite un paiement. Le pays assure la mobilisation intérieure des disponibilités à travers la réserve stratégique des grains du Gouvernement Fédéral qui joue le rôle d'Office régulateur. Le rôle de cet Office a été capital en 2004/05 dans l'achat, le conditionnement et l'emmagasinage des céréales. Ces achats de céréales en 2004 et 2005 ont pesé sur les disponibilités, contribuant à hausser d'avantage les prix sur les marchés. Les chiffres officiels des stocks de l'Office ne sont pas disponibles, mais pour indication, le Gouvernement Fédéral en créant la réserve stratégique visait un objectif d'achats annuels d'au moins 5% de la production nationale. Depuis juillet 2005, l'Office procède à la revente des céréales à prix modéré pour juguler la hausse exceptionnelle. Malgré ces mesures citées plus haut, les exportations informelles du Nord du Nigeria vers le Sahel en général et le Niger en particulier ont eu lieu en 2005, mais à quel rythme ?

4. Courant 2005, ces exportations des pays côtiers vers le Sahel ont notoirement baissé. Quelques données fragmentaires illustrent ces baisses. Pendant les cinq premiers mois de l'année, les importations céréalières du Niger venant principalement du Nigeria ont baissé de 39 000 en 2004 à 14 000 tonnes en 2005. Outre les facteurs cités plus haut (baisses de production, et entraves), le niveau subitement élevé des prix au Nigeria (tout comme dans les autres pays côtiers) demeure le principal élément explicatif de la baisse des exportations vers le Sahel. On a même constaté un arrêt de ces exportations vers le Niger entre Avril et Mai 2005 avant l'arrivée des nouvelles récoltes sur les marchés du Nigeria. En fait entre mars et juillet 2005, les prix moyens du mil au nord Nigeria ont atteint et parfois même dépassé ceux du Niger pourtant confronté à une crise alimentaire (graphique 9).



Face à cette perte de compétitivité des céréales d'origine nigériane au Niger, il devenait presque impossible à travers la loi du marché pour les pays du Sahel en général et celui du Niger en particulier, de se ravitailler à partir du nord Nigeria. Paradoxalement les céréales existaient sur le marché de Dawanu (Kano) --le plus important marché céréalier de l'Afrique de l'ouest au nord du Nigeria (encadré).

Aussi, toutes les tentatives d'achats locaux publics de céréales (Stocks Nationaux de Sécurité des pays, constitution des banques de céréales et des stocks du Programme Alimentaire Mondial) aussi bien dans le Sahel comme au Nigeria restaient sans succès tout en exacerbant en même temps les tendances à la hausse des prix. Le PAM n'a pu acheter que 522 tonnes seulement de sorgho au nord du Nigeria avant mai 2005. Au total, seules 7 000 tonnes de sorgho ont pu être achetées par le PAM à travers l'Office Fédéral des grains du Nigeria<sup>8</sup>. Sûrement, les prix élevés ont constitué un facteur limitant par rapport à ces approvisionnements, mais au-delà qu'est ce qui n'a pas marché ? Seule une étude plus approfondie qu'une enquête rapide sur le fonctionnement des marchés céréalier en Afrique de l'ouest pourra répondre.

4. Le principal produit exporté du Sahel vers les pays côtiers demeure le bétail. En deux heures de route entre Kaduna et Kano (Nigeria) le 31 août 2005, nous avons dénombré une dizaine de camions ramenant des boeufs du Niger en destination de Lagos. Par contre, pour les produits agricoles, les interdictions officielles d'importer ont fortement réduit leur volume. Entre 2000 et 2004, les importations du Nigeria de niébé et de souchet ont baissé respectivement de 97 et 94%, privant ainsi les paysans nigériens d'une source substantielle de revenus. Au poste frontalier de Jibya-Magama avec le Niger, on peut clairement lire sur une affiche du Ministère Fédéral de l'Agriculture la liste officielle des produits dont l'importation au Nigeria est prohibée: fruits, légumes, semences, fleurs, plantes et produits de plantes, sols. Les avis divergeaient quant aux importations possibles de céréales du Sahel au Nigeria. Généralement, les céréales du Sahel sont importées dans les pays côtiers déficitaires comme la Mauritanie et le Sénégal. Le pouvoir d'achat plus élevé dans ces pays, permet de proposer des prix beaucoup plus attractifs que ceux pratiqués au Sahel. Après toutes les investigations, il semblerait qu'au Nigeria,

<sup>8</sup> PAM, Rapport intérimaire sur l'analyse des marchés céréaliers au Niger en 2004-05, août 2005.

hormis les petites quantités de mil que les populations ont du échanger entre elles, car on retrouve les mêmes populations de part et d'autres de la frontière, il n'y a pas eu d'exportations significatives de céréales sèches (mil, sorgho, maïs et fonio) du Niger vers le Nigeria. Par contre, près de 11 000 tonnes de riz paddy produit à l'ouest du Niger (région de Tillabéri) a été acheté et exporté au Nigeria via le Benin. Ce qui aurait entraîné une hausse du prix du riz au producteur de 8 000 Fcfa en 2004 à 16 500 le sac en mars 2005. Aussi, des mouvements d'exportations et de réexportation de riz marchand importé ont été observés pendant les périodes de récoltes et de soudure entre le Niger et le Nigeria. Ces mouvements de céréales entre le Niger et le Nigeria et au delà entre le Sahel et les pays côtiers sont beaucoup liés aux opportunités d'affaires qu'offrent les marchés sur lesquels les commerçants nigériens ont développé un réseau informel d'information qui marche de plus en plus.

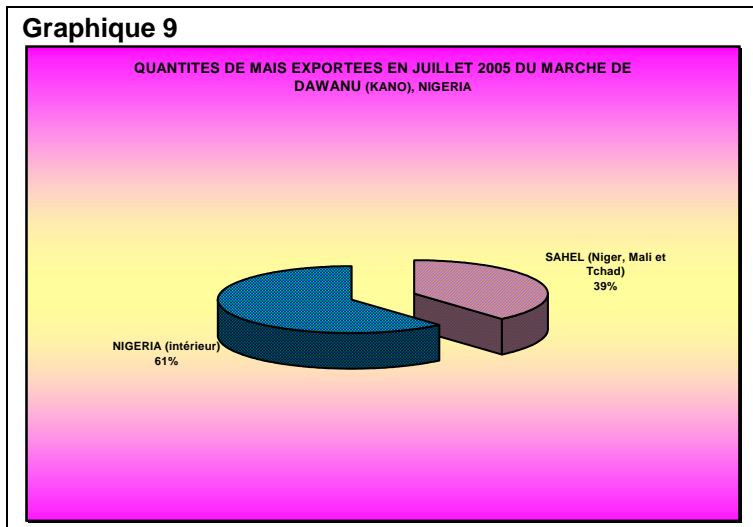
5. Au Nigeria, depuis les récoltes de maïs en juillet 2005, suivies d'une amorce de la baisse saisonnière sur le principal marché céréalier de la sous région --Dawanu (Nigeria) --les exportations de maïs du Nigeria ont continué vers le Sahel, où persistaient localement la crise alimentaire. Les relevées des quantités de maïs exportées du 1<sup>er</sup> au 31 juillet 2005 du marché de Dawanu par l'Association des commerçants céréaliers appuyés par le projet MISTOWA, indiquent clairement deux destinations majeures pour ces exportations qui s'élevaient pour cette période à 10 400 tonnes : 61% étaient destinés à la consommation locale des villes du sud Nigeria (Lagos, Abuja, Apekuta, Kaduna, Ibadan, Onugu et Ogu, et 31% au Sahel (Niger, Mali et Tchad) (graphique 10)

**DAWANU : le marché céréalier le plus important de l'Afrique de l'Ouest.**

S'étalant sur 21 Km<sup>2</sup>, la capacité de stockage du marché est impressionnante avec plus de 50 000 magasins pouvant contenir entre 10 et 300 tonnes chacun. Le marché est ouvert 24 heures sur 24 mais, les transactions financières ne sont réalisées qu'entre 6 heures du matin et 20 heures. Il assure la concentration des offres de tous les marchés hebdomadaires du Niger et du Nigeria. Ce rôle lui confère aussi la possibilité de suivre l'évolution des prix sur tous ces marchés et d'en tenir compte dans la formation des prix à son niveau.

Il assure une garantie d'achat des produits agricoles pour tous les bassins de production du Niger et du Nigeria. En retour, c'est aussi une concentration des offres qui peut satisfaire toutes les demandes des deux pays et au delà celles du Tchad, du Cameroun, du Mali, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Benin, du Togo et de plusieurs autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

Toutefois, pendant les entretiens avec les associations qui gèrent les différentes filières dans le marché et les commerçants, il est apparu que d'importants stocks étaient détenus (disponibles) au moment où les demandes d'achats du PAM et l'Etat du Nigérien restaient sans succès pendant la crise au Niger. Les commerçants consultés ont affirmé détenir des stocks vieux de 2 à 3 ans de céréales sèches notamment le mil, le sorgho et le maïs. Les raisons à cette situation peuvent se trouver au niveau des prix proposés pendant les offres d'achats et le manque d'informations sur les disponibilités dans ce marché de Dawanu (le site web n'est pas bien fonctionnel). Le système d'information sur le marché mis en place par le projet IFDC/MISTOWA avec l'appui financier de l'USAID est dans ces débuts. Le système collecte des données sur le maïs, le riz, le sésame, le manioc (casava), mais pas sur le mil.



## D. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La situation d'insécurité alimentaire vécue au Sahel et au nord du Nigeria courant 2005 résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs conjoncturels et structurels :

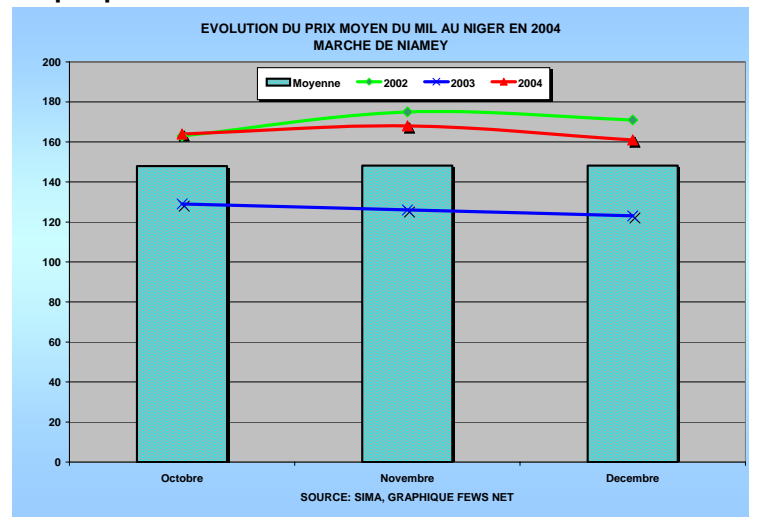
1. Baisse des disponibilités céréalières : les baisses de productions au Sahel à elles seules ne peuvent expliquer cette hausse exceptionnelle et généralisée des prix de céréales de la sous région. Il est de plus en plus évident, qu'en plus du Sahel et du nord du Nigeria et du Cameroun que la sécheresse aurait affecté les productions céréalières dans les autres pays côtiers comme le Togo, le Benin et le Ghana. La prochaine rencontre sur la situation agricole et alimentaire et les opportunités d'échanges en Afrique de l'ouest (CILSS/IFDC/MISTOWA) du 19 au 24 septembre 2005 donnera plus d'indications sur ces baisses dans ces pays. D'ores et déjà, on peut affirmer que la baisse des disponibilités céréalières suite aux récoltes de 2004, constatée au plan régional, est un point de départ à la hausse généralisée des prix surtout pour les produits comme le mil, dont la demande reste très élevée au Sahel et pour lequel l'offre était quasi inexistante sur le marché sous régional et probablement même mondial. Quoi qu'on soupçonne par la force de l'urbanisation croissante au Sahel d'une substitution au mil d'autres produits agricoles faciles à préparer et de plus en plus accessibles (tubercules et patates), cette céréale constitue encore la base du plat principal au Sahel qu'est le têt au Mali, au Burkina Faso et au Niger, la boule au Tchad et au Cameroun etc.

2. La panique créée par l'invasion acridienne au Sahel -- la plus importante des deux dernières décennies. Cependant, selon toute vraisemblance, l'invasion acridienne a fait plus de peur que de mal et les plus importants dégâts aient été plus tôt observés sur les pâturages que les cultures. Les pertes sur les cultures liées à la sécheresse ont été plus significatives que celles provoquées par les criquets. Par contre, les informations contradictoires et souvent très pessimistes sur les perspectives de récoltes 2004/05 suite aux incertitudes relatives à la progression de l'invasion acridienne ont provoqué des tensions artificielles sur les marchés céréalières exacerbées par les rétentions, des mouvements spéculatifs et les entraves à la libre circulation des denrées entre les pays et différentes régions d'un même pays. Dans la

panique générale, la surestimation des dégâts liés aux acridiens, les perspectives de famine et les fortes demandes d'aides alimentaires gratuites et généralisées perturbaient les mécanismes classiques de gestion des crises et influençaient fortement les actions de collecte, de stockage et de transfert au niveau des acteurs publics et surtout privés. Par conséquent, sur la majorité des marchés des quatre pays les plus touchés par l'invasion les prix des céréales, sans connaître la baisse saisonnière normale pendant la période de récoltes en 2004 (octobre-décembre), ont sitôt poursuivi leur hausse. Le prix du mil pendant les récoltes est resté nettement supérieur à sa moyenne des cinq dernières années et similaire au niveau record de 2002 (graphique 10). Il est vrai qu'au même moment au Niger, la confusion au tour de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) --qui en principe ne concerne pas les céréales sèches-- et la tension socio-politique qui s'en est suivie ont contribué à exacerber la hausse des prix et détériorer d'avantage un équilibre alimentaire très fragile

3. Les effets des cultures de rente : dans les pays producteurs de coton (principalement le Burkina Faso et le Mali), les revenus issus de la vente du coton permettaient, aux paysans des zones où les achats se sont effectués à temps de garder les productions céréalières pour profiter des meilleurs prix pendant la soudure. A ce niveau on pourrait conclure à une forme de rétention chez les producteurs. Par ailleurs pour le maïs, les récoltes record de 2003/ 04 avaient entraîné une chute drastique du prix (jusqu'à 30 Fcfa le kilogramme en novembre 2003). Manquant des revenus monétaires substantiels, les paysans dans ces zones (particulièrement au Burkina Faso) ont préféré cultiver plus de coton en 2004/05 à la place du maïs. En diminuant les disponibilités céréalières dans les zones soudaniennes, cette substitution augmentait en même temps la dépendance des paysans des marchés pour leur ravitaillement.

Graphique 10



4. La hausse continue du prix des hydrocarbures : depuis trois ans (la dernière hausse du prix des hydrocarbures au Nigeria de 10% date d'août 2005) la montée du prix des hydrocarbures assure un effet multiplicateur assez important sur le transport des céréales et les facteurs de productions comme l'approvisionnement en intrants.

5. Les entraves à la libre circulation des céréales (mesures d'interdictions de sorties de céréales en 2005 décrétées par certains pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria, les barrières sur les routes, l'imposition de taxes formelles aussi bien à l'exportation qu'à l'importation, etc.) : elles n'ont pas facilité les transferts entre les zones excédentaires et déficitaires d'un même pays mais aussi entre les pays de la sous région.

6. Les déclarations erronées de famines : les informations sensationnalistes émanant de certaines ONGs et d'une certaine presse faisant cas de famine au Niger, au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Tchad, bref au Sahel ont amplifié d'avantage la situation, favorisé le dysfonctionnement des circuits normaux d'approvisionnement et décrié les mécanismes traditionnels de gestion.

7. Il reste cependant, des paradoxes importants inexplicables, dont le lien entre l'alerte et les réponses, le ciblage des populations vulnérables et leurs besoins, l'efficacité des mesures d'atténuation et le comportement futur des prix après cette hausse exceptionnelle pour les quels seule une étude plus approfondie pourrait élucider.

La prise en compte de la situation agricole et alimentaire du Nigeria et l'évolution de ces marchés céréaliers s'avère désormais impérative pour une meilleure appréciation des bilans céréaliers au Sahel. La fluidification des échanges et la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux tel que prônée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), restent absolument nécessaires. L'appréciation de la situation alimentaire et agricole s'opère au Sahel à travers les dispositifs d'information mis en place depuis la dernière famine des années 1983-85. Ces dispositifs, malgré leurs limites permettent à un diagnostic fiable à temps des risques. Un même type de dispositif d'alerte rapide sur la sécurité alimentaire au Nigeria est indispensable pour une meilleure circulation de l'information sur les disponibilités, les échanges et la dynamique des marchés. Une meilleure connaissance de ces différentes composantes permettra de comprendre d'avantage tous les dessous de la crise alimentaire de 2005.

ANNEXE :

Liste des personnes et institutions rencontrées.